

Gouvernement bruxellois : un scandale à bas bruit

Le Soir – Vincent de Coorebyter - 4/09/2025

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.lesoir.be/697047/article/2025-09-04/gouvernement-bruxellois-un-scandale-bas-bruit>

Bruxelles reste sans gouvernement quinze mois après les élections, révélant l'échec des partis à dépasser leurs divisions. Le blocage fragilise la Région et alimente les tensions communautaires, menaçant son autonomie. Frédéric De Gucht apparaît comme le principal responsable du blocage politique bruxellois, mais l'impasse dans laquelle se trouvent les négociateurs s'explique par bien d'autres raisons.

Au moment d'écrire ces lignes, Frédéric De Gucht apparaît comme le principal responsable du blocage politique bruxellois. Mais si le chef de file de l'Open VLD dans la capitale est le seul à avoir refusé la solution imaginative avancée par le président des Engagés, c'est une bonne partie du monde politique régional qui a provoqué ce scandale : au moins quinze mois pour former un gouvernement dans le pays qui se targue d'être le champion des compromis.

On l'a souvent noté, rendre Bruxelles ingouvernable fait courir un risque majeur à la Région. Son statut et ses institutions restent l'objet de critiques des nationalistes flamands pour qui ce serait une aubaine de pouvoir tout remettre à plat au profit d'une influence accrue de la Flandre à Bruxelles. Mais c'est aussi le pacte démocratique qui est mis à mal par cette mauvaise saga, de différentes manières.

En Belgique, la démocratie représentative, passant par des élections au scrutin proportionnel, repose sur un contrat tacite. Les citoyens acceptent de se laisser déposséder de leur souveraineté : leurs votes ne déterminent pas la composition des gouvernements, pas plus que le contenu des politiques menées ; les citoyens élisent des représentants qui gouverneront en leur nom mais en toute autonomie, sans être contraints de suivre les aspirations de leurs électeurs. En échange, ces représentants doivent mériter leur pouvoir, faire preuve de compétence et de sagesse, démontrer leur capacité à former des majorités solides qui noueront les compromis nécessaires à une bonne gouvernance. Quand, quinze mois après un scrutin, nous ne connaissons même pas la formule du nouvel exécutif régional, ce pacte démocratique s'effondre, la légitimité du personnel politique s'approche de zéro.

Les entreprises et le monde associatif ont clamé leur inquiétude, mais les parlementaires laissent faire les états-majors de parti

Bien sûr, on peut répondre que c'est le système obsolète des listes électorales linguistiquement séparées qui a compliqué la donne, ou que le vote des électeurs a rendu très difficile la formation d'une double majorité régionale, néerlandophone et francophone, capable de s'entendre.

Des divisions de plus en plus insurmontables

Effectivement, le paysage politique est plus fragmenté que jamais à Bruxelles et nombre de partis sont aux antipodes les uns des autres. Mais c'est le jeu du scrutin proportionnel que d'épouser le détail des courants idéologiques, et c'est le rôle des élus de surmonter ces divisions. Or, en l'occurrence, les partis bruxellois ont fait l'inverse : ils ont postulé que les divergences étaient indépassables. Ils ont écarté le Vlaams Belang de toute majorité au nom du cordon sanitaire, mais plusieurs d'entre eux y ont ajouté d'autres exclusives, contre le PTB, la Team Fouad Ahidar ou la N-VA selon les cas, tandis que l'Open VLD a campé sur son exigence de faire entrer la N-VA dans l'exécutif, ambition longtemps soutenue par le MR également.

A chaque fois, la justification de ces diktats est audible, même si le communautarisme de la Team Fouad Ahidar n'est pas avéré. Mais le discours implicite selon lequel il faut écarter tous les extrêmes sonne comme un déni de démocratie pour les électeurs des partis ostracisés : c'est leur signifier que leur vote est inutile voire illégitime, et qu'on ne peut gouverner qu'au centre. Ce n'est peut-être pas faux, pragmatiquement parlant, mais c'est donner raison au plus sombre pronostic sur la démocratie moderne, celui de Rousseau. Plus la société se stratifie, se complexifie, se diversifie, plus l'intérêt commun et la formation d'une volonté générale deviennent inaccessibles, cédant la place à d'incessants rapports de force entre les intérêts catégoriels incarnés par les différents partis. Nous y sommes, et ce n'est pas près de s'améliorer.

Un danger pour l'autonomie de la Région

Pour en revenir aux spécificités bruxelloises, il faut encore rappeler les ruptures de contrat qui ont envenimé la situation. Les élections du 9 juin 2024 ont rendu les écologistes flamands quasi incontournables dans l'aile néerlandophone du gouvernement régional. Or, dès le 1^{er} septembre 2024, le MR, les Engagés et le PS annonçaient leur intention de reporter la phase suivante d'application de la zone de basses émissions de carbone, sans aucune concertation avec Groen, dont tout le monde connaît l'attachement à ce dispositif.

Cette mauvaise manière des francophones a sans doute pesé lourd dans la résolution de trois partis flamands, dont Groen, d'associer la N-VA à l'aile néerlandophone du gouvernement, avec un projet de refonte institutionnelle qui a choqué les francophones. C'est pourtant la règle du jeu, à Bruxelles : chaque aile du gouvernement se forme indépendamment de l'autre, en toute autonomie (cordon sanitaire excepté), et c'est ensuite que les négociations commencent autour d'un programme. Plutôt qu'un veto contre la N-VA, c'est dans ce cadre-là que le PS aurait dû empêcher les nationalistes flamands de faire des dégâts à Bruxelles. Aujourd'hui, les deux communautés linguistiques se regardent en chiens de faïence, convaincues que le coupable est de l'autre côté : c'est une terrible régression, dangereuse pour l'autonomie de la Région alors que les décennies précédentes avaient vu les élus néerlandophones de Bruxelles s'émanciper de leur parti pour collaborer à un projet bruxellois transcommunautaire.